



FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI

RAPPORT FINAL DU PROJET PBF JEUNES

<p><i>Organisation des Nations Unies Destinataire:</i></p> <p>UNFPA</p>	<p><i>Domaine prioritaire:</i></p> <p>Bonne Gouvernance</p>
<p><i>No et Titre du Projet:</i> PBF/BDI. A-4 « Participation des jeunes à la cohésion sociale au niveau communautaire »</p>	<p><i>Rapport No.:</i> 4</p>
<p><i>Période couverte par le rapport:</i></p> <p>Septembre 2007 à Août 2009</p>	<p><i>Budget du Projet (PBF):</i></p> <p>4,200,005 US\$</p>
<p><i>Liste des Partenaires d'exécution:</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Les Ministères• Les organisations de jeunes• Les organisations de la société civile• Les confessions religieuses• Les agences des Nations Unies• ONGs• Le secteur privé (Les IMF, Les centres de formations en métiers professionnels,...)	<p><i>Etendue/Couverture géographique du projet:</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Bujumbura Marie• Bujumbura Rural• Cankuzo• Kayanza• Makamba• Mwaro

Abréviations et acronymes:

- **AGR** : Activités Génératrices de Revenus
- **HIMO**: Haute Intensité de Main d'œuvre
- **ONGs** : Organisations Non Gouvernementales
- **REJA** : Réseau des Jeunes en Actions
- **EFAR** : Etudier Former Appuyer et Réaliser
- **CTNA** : Centre National de Technologie Alimentaire
- **CFPP** : Centre de Formation et de perfectionnement Professionnel
- **ACORD** : Agence de Coopération et de Recherche pour le Développement
- **CPF** : Centre de Formation professionnelle
- **DEX** : Direct Execution
- **CNJB** : Conseil National de la Jeunesse du Burundi
- **IMF** : Institution de Micro-Finance
- **COOPED** : Conseil pour l'Education et le Développement
- **BINUB** : Bureau Intégré des Nations Unies au BURUNDI

Durée du projet/Projet clôturé:

Date de démarrage : Le 1er Septembre 2007

Date initiale de clôture : le 31 septembre 2008

Date révisée de clôture : Le 31 Août 2009.

Le projet n'a jamais connu d'éventuelles interruptions au cours de la période considérée.

RAPPORT NARRATIF

I. BUT

I.1. Objectif et Produits (outputs)

- **Objectif principal et spécifiques:**

L'objectif général du projet vise à amener les jeunes à se sentir revalorisés, à améliorer leur espoir en l'avenir, à se prendre en charge et à participer pleinement à la consolidation de la paix au sein de leurs communautés.

Objectifs spécifiques :

- Donner l'opportunité aux jeunes non scolarisés sans emploi de participer au relèvement communautaire et dans la cohésion sociale à travers des activités HIMO.
- Renforcer l'autonomie économique des jeunes à travers les formations professionnelles, les AGR et l'accès aux services d'épargne et de crédit.
- Accroître la visibilité du rôle des jeunes dans la consolidation de la paix.

- **Résultats attendus :**

- Les jeunes sont reconnus et valorisés par la communauté comme des acteurs de consolidation de la paix et de relèvement communautaire.
- Les capacités des jeunes à assurer leur auto prise en charge et à renforcer la cohésion sociale sont accrues
- La visibilité sur le rôle de la jeunesse dans la consolidation de la paix est assurée.

I.2. Liens avec le plan prioritaire de consolidation de la paix pour le Burundi

Le projet a contribué à l'atteinte des objectifs du Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix au Burundi notamment les domaines prioritaires relatifs à la bonne gouvernance et au relèvement communautaire. En effet, les activités de Haute Intensité de Main d'œuvre « HIMO » qui ont rassemblé des milliers de jeunes vulnérables d'ethnies et de catégories différentes (jeunes de la rue, Ex combattants ou démobilisés, jeunes chefs de ménages, orphelins, les batwa, les filles mères, etc....) ont constitué des moments de rapprochement, de création d'amitiés et d'échanges sur des thèmes diversifiés de consolidation de la paix. Ces jeunes ont participé à la réhabilitation de l'environnement et des infrastructures détruits pendant la guerre.

Outre les activités HIMO organisées dans les avant midi, les jeunes se retrouvaient les après midi, au moins 2 fois par semaine pour bénéficier des séances d'information/sensibilisation sur la gestion pacifique des conflits, le respect des droits de l'homme et le genre, la lutte contre le VIH/SIDA et les violences faites aux femmes, la santé de la reproduction, l'entrepreneuriat, la protection de l'environnement, Grâce aux connaissances acquises, les jeunes participent de plus en plus à la résolution pacifique des conflits et à la lutte contre les différentes formes de violences.

Du mouvement associatif de jeunes et des actions économiques développées dans le cadre de ce projet résultent une cohésion sociale de la population et une participation des jeunes aux activités de consolidation de la paix. L'esprit d'entraide, d'épargne et de solidarité communautaire sont les grands

reflets des changements intervenus à l'issu de plusieurs actions d'éducation menées à l'endroit des jeunes par les IMF et les jeunes formés en entrepreneuriat

Les résultats enregistrés concourent à l'apaisement de la jeunesse, au relèvement commentaire et aux objectifs de consolidation de la paix tels que définis dans le plan prioritaire de consolidation de la paix.

I.3. Adaptations de stratégies de mise en œuvre nécessaires en vue de l'atteinte des résultats en fonctions des résultats attendus (si nécessaire)

- Dans les premiers mois de la mise en œuvre du volet micro crédits les jeunes ont hésité à demander des micro- crédits, dans l'espoir de bénéficier des fonds perdus. Les IMFS ont opté de commencer avec un petit nombre de crédits en faveurs de ceux qui ont compris les principes et de renforcer la sensibilisation auprès des autres, car le crédit n'était pas obligatoire et les IMF n'étaient pas pressées à donner des crédits aux clients qui n'ont pas encore compris les principes de micro finances.
- Au cours de l'exécution des premières activités HIMO, l'Assistant Administratif et Financier du projet devrait assurer le paiement du CFW en vue de s'assurer qu'il est arrivé aux bénéficiaires, mais comme il n'était que seul à exécuter cette opération alors que le projet s'exécutaient en système DEX et dans des provinces éloignées les unes des autres, les dernières provinces recevaient leur paie tardivement, ce qui retardait même le décaissement des tranches suivantes de financement. Pour les activités suivantes, le projet a responsabilisé les partenaires de mise en œuvre dans le paiement du cash for work et a renforcé le suivi de ces derniers au cours de l'exécution.

I.4. Acteurs principaux d'exécution

Les principaux acteurs de mise en œuvre du projet qui ont contribué à l'atteinte des résultats déjà enregistrés sont de trois catégories à savoir :

I.4.1. Le Gouvernement :

- **Le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture** qui est le Ministère de tutelle, a assuré le suivi quotidien de la mise en œuvre du projet. Il a mis à la disposition du projet les bureaux et un chauffeur. Le Directeur National du Projet, désigné par le Ministre, faisait régulièrement le suivi de la réalisation des résultats de ce projet ainsi que les cadres du Ministère.
- **le Ministère de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des travaux publics.** Etant membre du comité technique de suivi, il a apporté son appui technique principalement pour les activités HIMO d'assainissement et des infrastructures communautaires. A travers ses cadres provinciaux, il a fait le suivi des projets de reboisement et d'aménagement des courbes anti - érosives dans 5 provinces (Bujumbura Rural, Cankuzo, Kayanza, Makamba et Mwaro).

I.4.2. Société civile et secteur privé

- **Les Réseaux/associations des Jeunes principalement :**
 - **le Réseau des Jeunes en Action « REJA »** a collaboré avec l'UNESCO dans l'organisation des activités de formation d'un réseau de 149 jeunes animateurs sur divers thèmes de consolidation de la paix. Ils ont également assuré le suivi de ces animateurs dans l'organisation des séances d'information/sensibilisation à l'endroit de leurs pairs qui participent aux activités HIMO ;
 - **Le Réseau des Jeunes en Population et Développement** qui a participé à la mise en œuvre du volet « stage 1^{er} emploi pour les jeunes diplômés chômeurs » ;
 - **Les Associations locales** intervenant dans le secteur de l'environnement et la réhabilitation des infrastructures ;
 - **Carrefour des beaux arts de Bujumbura** : Une association des jeunes qui a participé à la production des supports d'informations sur le projet (panneaux d'identification des sites de réhabilitation de l'environnement et, Tee-shirts avec message relatif à la consolidation de la paix, ----). De plus, cette association a assuré l'encadrement des jeunes dans les activités artistiques (peintures, sculptures, --).
 - **Une synergie de 12 associations de jeunes** qui ont participé à l'enlèvement des immondices dans un des quartiers populaires de la Mairie de Bujumbura
- **Les confessions religieuses** particulièrement dans les activités de réhabilitation des infrastructures d'intérêt communautaire, dans la formation des jeunes en métiers professionnels et dans la diffusion des communiqués à la fin de la messe sur le recrutement des bénéficiaires du projet et la proposition des activités HIMO à mener dans les provinces.
- **Des centres de formation en métiers professionnels du secteur public et privé** pour dispenser les formations professionnelles : ACORD, EFAR, CNTA, CFPP Nyakabiga, CFP Kanyosha, Fondation Stamm, Geste Humanitaire,...
- **Cinq Institutions de Micro – finances ont apporté leur contribution dans l'organisation des activités d'information/sensibilisation** à l'endroit des jeunes sur l'importance de l'épargne, les conditions d'accès aux micro- crédits, l'octroi des micro-crédits et le suivi des bénéficiaires ainsi que le recouvrement des fonds accordés.

I.4.3. Le Système des Nations Unies

Les Organisations des Nations Unies suivants ayant contribué à l'atteinte des résultats du projet sont :

- **UNFPA** qui était l'agence de mise en œuvre du projet et responsable pour les aspects programmatiques et financiers conformément aux règles de procédures du système des Nations Unies.
- **UNESCO** en collaboration avec le Réseau des Jeunes en Action a mis en œuvre le volet « renforcement des capacités des jeunes qui participent aux activités HIMO et d'autres vivant dans les zones environnantes sur divers thèmes de consolidation de la paix. UNESCO a également appuyé les associations des jeunes dans l'harmonisation et la traduction d'un manuel de formation en la matière.
- **UNDP** a apporté son appui dans le processus de sélection des partenaires de mise en œuvre des activités de réhabilitation des infrastructures et des IMF chargées de l'exécution du volet « micro crédits ».

- **UNIFEM**, membre du CTS et a collaboré avec le projet notamment en ce qui concerne les échanges sur la mise en œuvre et outils de collecte des données sur le volet micro crédit ;
- **UNICEF**, membre du CTS et a apporté son soutien dans le processus d'identification des partenaires de mise en œuvre du volet formation en métiers professionnels ;
- **BINUB** appui le projet dans le suivi/évaluation des activités du projet et assure la sécurité chaque fois que de besoin.

II. RESSOURCES

2.1. Ressources financières non-PBF

Tout le financement provenait du PBF

2.2. Révisions Budgétaires

- Le projet a été adopté avec un budget initial de 4 000 000 US \$ accordé par le Fond des Nations Unies pour la consolidation de la paix.
- Un supplément de 200 005 US\$ a été accordé en novembre 2008 après la révision du projet.

2.3. Personnel national

- L'Unité de Gestion composée par :
 - Une coordonnatrice du projet qui assurait la mise en œuvre quotidienne du projet et la supervision de l'unité de gestion.
 - Trois chargés du suivi du projet, qui assuraient le suivi régulier de la mise en œuvre du projet et la préparation des rapports périodiques.
 - Un assistant administratif et financier, chargé de la gestion financière et administrative du projet. Il analysait les rapports financiers transmis par les partenaires de mise en œuvre des activités du projet et prépare les rapports financiers;
 - Deux chauffeurs et une personne d'appui qui facilitaient la mise en œuvre quotidienne du projet

Les responsabilités spécifiques de cette Unité de Gestion sont notamment :

- le développement des plans de travail détaillés pour l'exécution du projet ;
- la coordination quotidienne de la mise en œuvre des activités ;
- l'administration journalière des transactions du projet ;
- la préparation et révision des budgets, des demandes de paiements et d'achats ;
- le suivi et l'évaluation du projet.
- Un project manager qui appuyait l'Unité de Gestion du Projet dans la gestion programmatique et financier du projet.
- Un Directeur National du projet, responsable du suivi de l'atteinte des résultats prévus dans le cadre de ce projet.

III. MODALITES D'EXECUTION ET DE SUIVI

3.1. Modalités d'exécution

Le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture conjointement avec l'UNFPA sont responsables de l'exécution du projet auprès du Comité Technique de Suivi. L'UNFPA est responsable pour les aspects programmatiques et financiers conformément aux règles de procédure du Fonds Fiduciaire pour la Consolidation de la Paix

Pour ce qui concerne la gestion financière, les fonds alloués au projet sont gérés directement par l'UNFPA selon la modalité DEX (Exécution Directe). L'UNFPA est responsable pour toute transaction financière, d'achats et d'approvisionnement qui est effectué sur la base du plan de travail préparé par l'unité de gestion du projet. L'unité de Gestion du projet fait le suivi régulier des déboursements et des dépenses pour assurer l'atteinte des résultats prévus.

3.2. Procédures d'acquisition

La sélection des partenaires et des agences d'exécution a été faite selon les règles et procédures de l'agence partenaire des Nations Unies, UNFPA. Un Comité de Sélection et d'Achat était toujours mis en place à cet égard.

Après l'appel à manifestation d'intérêt à travers les radios, la presse écrite et les communiqués dans les églises, la sélection des bénéficiaires et des partenaires de mise en œuvre, les visites sur terrain de vérification et validation des listes des bénéficiaires, des contrats d'exécution sont établis entre le Ministère de la Jeunesse, Sports et Culture, l'UNFPA et les partenaires de mise en œuvre.

Les décaissements des fonds se faisaient progressivement sur base de présentation des besoins et des rapports sur l'utilisation des fonds précédemment reçus et l'état d'avancement des activités, par rapport aux closes du contrat.

La mise en œuvre des différents volets du projet a toujours commencé par l'information/sensibilisation des jeunes, de l'administration locale et des partenaires dans les provinces d'intervention sur le projet. L'identification des jeunes bénéficiaires, des partenaires et des activités HIMO à financer passait toujours par un appel à manifestation d'intérêt. Un comité mixte, composé par les intervenants dans le domaine issus du secteur public, privé et de la société civile, faisait une sélection transparente et objective sur base des critères validés par le comité ad hoc. Il en est de même pour le recrutement des consultants.

1.3. Modalités de suivi

Le suivi du projet a été assuré par :

- l'Unité de Gestion à travers : (i) la production des rapports trimestriels narratifs et financiers sur l'état d'avancement des activités du projet, l'élaboration des plans d'action trimestriels ; (ii) des visites de supervision sur le terrain effectuées conjointement avec les membres du CTS, le Ministère de tutelle, les partenaires d'exécution, l'administration locale, le Conseil National de la Jeunesse. Après la transmission du rapport final par les partenaires d'exécution, une équipe mixte (Unité de gestion, Ministère de Tutelle, Conseil National de la Jeunesse et CTS) effectuait une visite d'évaluation finale et de réception des travaux ;
- des réunions trimestrielles du Comité de pilotage et du Comité Technique de Suivi. Le Comité Technique de Suivi « CTS » assure la supervision stratégique de la mise en œuvre du projet, l'approbation du plan de travail du projet, le suivi régulier des performances, le règlement de

tous différends qui peuvent survenir et faciliter la coordination. Il rend compte au Comité de Pilotage Conjoint »CPC « qui donne des orientations stratégiques, analyse, évalue les progrès réalisés vers l'atteinte des résultats du projet et approuve les rapports trimestriels sur l'état d'avancement de tous les projets

1.4. **Evaluations**

L'évaluation a été faite à travers :

- les rapports périodiques produits par les partenaires et l'Unité de gestion du projet ;
- les rapports de supervision sur terrain effectués par les partenaires d'exécution, l'unité de Gestion et le CTS ;
- le suivi de la mise en applications des recommandations issues des réunions du CTS, du CPC et des visites de supervision;
- L'évaluation à mis parcours effectuée par les délégués du Fonds de Consolidation de la Paix ;
- Une étude participative pour évaluer l'impact du projet
- L'évaluation externe de tous les projets PBF.

IV. **RESULTATS**

4.1. **Progrès réalisés en relation avec les produits et résultats planifiés**

Par rapport au 1^{er} résultat « Les jeunes sont reconnus et valorisés par la communauté comme des acteurs de consolidation de la paix et de relèvement communautaire », les réalisations sont les suivantes :

- la réhabilitation de l'environnement par par 9.705 jeunes dont 50,2% de filles qui ont participé à : (i) la production et plantation de 3. 581.300 plants dont 1.013.597 agro sylvicoles distribués aux ménages avoisinants les pépinières ; (ii) *l'aménagement de 1031 km de courbes de niveau pour la lutte anti érosive. L'entretien de ces sites reboisés est assuré par la population lors des travaux communautaires organisés par l'administration locale ;*
- la réhabilitation de 38 infrastructures d'intérêt communautaire par 3174 jeunes dont 42,3% de filles. Cela a contribué à améliorer l'accès géographique des personnes vulnérables aux services sociaux de base (éducation, santé, logement pour les veuves et les jeunes de la rue). Les centres pour jeunes et les terrains de jeux réhabilités constituent des lieux de rassemblement des jeunes mais également des autres catégories de la population. *« Ce projet nous a donné des opportunités d'échanges et de rapprochement avec nos voisins d'ethnies différentes. Après les activités de HIMO de réhabilitation, il y a des jeunes qui animent des séances d'information/sensibilisation sur la communication non violente, le respect de l'autre, le dépistage volontaire du VIH pour connaître notre statut sérologique..., déclare un jeune Mutwa de Mwaro» ;*
- la réhabilitation du Musée Vivant de Bujumbura par 140 jeunes dont 60% de filles pour devenir un espace attractif touristique et d'exposition des produits artistiques ;
- la participation de plus en plus des jeunes à la résolution pacifique des conflits au sein de leurs communautés respectives grâce aux connaissances acquises lors de la formation organisée à

l'intension de 149 jeunes animateurs dont 53 filles par l'UNESCO en collaboration avec le Réseau de Jeunes en Action « REJA » sur divers thèmes de consolidation de la paix. Ce réseau de pairs éducateurs a organisé des séances de sensibilisation/éducation à l'endroit de 15.709 jeunes dont 45% de filles qui participent aux activités HIMO ou volontaires au niveau des centres pour jeunes réhabilités par les mêmes jeunes. « *Nous avons eu le temps de nous connaître, d'échanger sur ce qui s'est passé dans notre pays, de nous réconcilier, de créer des amitiés,* », déclare une jeune fille de 20 ans rapatriée de la Tanzanie ;

Concernant le deuxième résultat : « *Les capacités des jeunes à assurer leur auto prise en charge et à renforcer la cohésion sociale sont accrues* », le projet a constitué une opportunité de renforcement des capacités et d'insertion socio-économique à travers le cash for work, les formations en métiers professionnels, les stages et les micro- crédits.

- suite aux campagnes d'éducation sur l'importance de l'épargne et les conditions d'accès aux micro- crédits organisées par les IMFs, les jeunes développent de plus en plus un esprit d'épargne et de travail en association. Ainsi, ils ont épargné 30 332 710 FBU et 232 associations constituées par 1.668 jeunes dont 39% de filles ont bénéficié de micro-crédits s'élevant 306 495 966 FBU. « *...C'est un moyen pour nous de lutter contre le chômage des jeunes et aussi, lutter contre l'exode rural à la recherche de l'emploi...* », déclare un des bénéficiaires. Du mouvement associatif de jeunes et des actions économiques développées résultent un rapprochement, une cohésion sociale de la population et une participation des jeunes aux activités de consolidation de la paix. L'esprit d'entraide et de solidarité communautaire sont les grands reflets des changements intervenus à l'issue de plusieurs actions d'éducation menées à l'endroit des jeunes par les IMF et les jeunes formés en entrepreneuriat. Au total, 5 243 jeunes dont 31% de filles regroupés principalement dans 793 associations ont bénéficié des micro- crédits s'élevant à 1 025 451 710 Fbu. Une épargne volontaire de plus de 106.000.000 FBU a été constituée par les jeunes déterminés à travailler avec les IMF. L'approche de caution solidaire adoptée permet aux jeunes associés de nouer des liens de solidarité, d'aide mutuelle, de responsabilisation et d'appropriation afin de garantir un meilleur remboursement;
- Acquis des connaissances et des compétences dans des métiers diversifiés par la formation de 906 jeunes dont 30% filles pendant 3 à 6 mois. Certains de ces jeunes ont pu se regrouper en associations pour demander des micro- crédits et développer des activités génératrices de revenus. D'autres étant plus vulnérables n'ont pas pu avoir accès aux kits de démarrage mais ont trouvé du travail ce qui leur permet d'améliorer davantage les métiers appris. Le projet a également formé 250 jeunes dont 32% de filles en entrepreneuriat qui encadrent leurs pairs dans l'élaboration des projets générateurs de revenus à présenter aux Institutions de Micro-Finances « IMFs » ;
- Opportunités de stage et d'accès des jeunes diplômés chômeurs à l'emploi. Sur 2.368 demandeurs enregistrés au moment de l'appel à manifestation d'intérêt, le projet a permis seulement à 209 jeunes chômeurs dont 50% de filles de bénéficier d'un stage qui a duré 3 à 6 mois en moyenne. Parmi eux, 40 stagiaires ont été recrutés à temps plein. Les connaissances et expériences acquises leur permettent d'enrichir leur Curriculum Vitae et d'avoir l'expérience exigée au moment du recrutement comme le témoigne cette jeune fille : « *Je venais de passer 4 ans de chômage à la maison. Comme je n'avais pas d'expériences, ma candidature était toujours rejetée et je n'avais plus envie de constituer un dossier qui me coûtait de l'argent que je n'avais pas.....Grâce à cette opportunité*

offerte par ce projet de consolidation de la paix, j'ai eu un stage qui m'a permis d'être embauchée dans cette entreprise. C'est une initiative qu'il faut continuer à soutenir.... »;

Concernant le troisième résultat « La visibilité sur le rôle de la jeunesse dans la consolidation de la paix est assurée », les réalisations sont notamment :

- la production et la diffusion des dépliants et des posters sur les réalisations du projet dans toutes les provinces couvertes par le projet ;
- la production des émissions radio -télévisées et articles pour informer et sensibiliser les bénéficiaires, l'administration et la population sur le rôle de la jeunesse dans la consolidation de la paix;
- la participation de plus de 400 jeunes d'ethnies et de catégories socio- politiques différentes représentant même d'autres provinces de tout le pays non couvertes par le projet au concours artistique et sportif au tour du thème « le rôle de la jeunesse dans la consolidation de la paix ». Les activités sportives ont constitué un cadre de rapprochement, de cohésion sociale, tolérance entre les jeunes. Ces activités ont également contribué à la revalorisation de la culture Burundaise. Les jeux traditionnels ont rassemblé les filles qui n'ont pas souvent des occasions de participer au sport de masse ;
- la production des chansons sur le rôle de la jeunesse dans la consolidation de la paix et le relèvement communautaire qui sont diffusées régulièrement dans les médias ;
- l'élaboration d'un plan de pérennisation des acquis du projet par notamment les bénéficiaires, les partenaires d'exécution, les autorités administratives lors de 2 ateliers d'échanges.

4.2. Progrès accomplis vers l'atteinte des résultats à moyens termes résultant de la réalisation des produits à courts termes au cours de la période couverte par le rapport

- Le projet a constitué un cadre de rapprochement des jeunes de différentes catégories, à les rendre utiles pour eux-mêmes et pour la communauté grâce aux activités HIMO qui regroupent les jeunes de catégories sociopolitiques et ethniques diversifiées. Les jeunes ont acquis un savoir-être et savoir-faire indispensable à la reconstruction du tissu social et à la cohésion sociale grâce à la formation sur les thèmes relatifs à la consolidation de la paix, aux formations en métiers professionnels et aux messages transmis à travers les œuvres artistique (dessin/peinture et chansons).
- Participation des jeunes à la reconstruction du pays et au relèvement communautaire par des actions de réhabilitation de l'environnement et des infrastructures d'intérêt communautaire;
- Développement de plus en plus d'un esprit d'épargne et de travail en association ce qui facilite l'accès des jeunes aux micro- crédits pour développer des activités génératrices de revenus. Contrairement aux mauvais antécédents de fonds perdus qui étaient accordés dans la cadre de la réponse humanitaire, les jeunes commencent à se familiariser avec les exigences des IMF notamment l'octroi des crédits avec intérêts ;
- Développement de la créativité, de l'imagination et de l'expression artistique des jeunes sur le rôle de la jeunesse dans la consolidation de la paix à travers les chansons et la peinture. Les activités sportives ont constitué un cadre idéal de rapprochement, de cohésion sociale entre les jeunes. Le sport est une véritable « école de la vie ». « ...le sport éduque les jeunes sur l'importance de valeurs clés, comme l'honnêteté, l'esprit d'équipe, la confiance en soi, le respect des autres, l'adhésion aux règles, la tolérance, ... autant de

principes permettant de forger un citoyen accompli», ont déclaré les jeunes à la fin de la compétition finale de foot ball ;

- Des graffitis (Reproduction des meilleures œuvres) réalisés sur les murs publics des chefs lieux des provinces couvertes par le projet constituent un canal de communication de masse et captent l'attention des passagers sur les messages transmis à travers ces dessins sur le rôle de la jeunesse dans la consolidation de la paix et le relèvement communautaire.

4.3. Résultats clés atteints pendant la période

Parmi les principaux résultats, il y a :

- les jeunes sont de plus en plus des acteurs sociaux incontournables de reconstruction du tissu social, de consolidation de la paix et du relèvement communautaire s'ils mettent en valeur leur force physique, leur effectif, leur créativité, leur engagement et leur disponibilité. Grâce à ce projet, les jeunes ont été utiles pour eux-mêmes et pour la communauté notamment dans la réhabilitation de l'environnement et des infrastructures d'intérêt communautaire. Cela a été confirmé par les enquêtés lors de l'évaluation réalisée à la fin du projet : *« aujourd'hui, les jeunes sont considérés comme un atout à la consolidation de la paix, affirment 78,7% des enquêtés. Ce sont les jeunes qui ont la force pour construire quand ils sont interpellés. Ce sont eux qui réhabilitent nos maisonnettes (des rapatriés). N'eut été eux, nous dormirions à la belle étoile »*, déclare les adultes de Vugizo dans Makamba lors d'un focus group. D'après les témoignages des enquêtés lors de la même évaluation finale du projet, *« la consolidation de paix consiste notamment en l'établissement de relations saines entre les individus, la restauration des relations brisées ou le rapprochement de ceux qui sont aliénés et séparés les des autres par des conflits afin de recréer la communauté »*. En moyenne, 48,2% des enquêtés disent que le projet PBF jeunes a contribué dans la cohésion sociale avec des disparités provinciales allant de 63,5% dans Makamba, 61,5% dans Bujumbura Rural, 56,9% en % Mairie de Bujumbura et 16,5% dans Mwaro. Pourrait-on dire que c'est dans les provinces fortement touchées par la guerre que cette cohésion sociale fût la plus menacée et que l'apport du projet est dès lors plus manifeste ;
- Participation des jeunes à la résolution pacifique des conflits au sein de leurs communautés respectives grâce aux connaissances acquises lors de la formation organisée par l'UNESCO en collaboration avec le Réseau de Jeunes en Action « REJA » sur divers thèmes de consolidation de la paix à l'intention de 149 jeunes animateurs dont 53 filles. Ces derniers continuent à transférer les connaissances acquises à leurs pairs au niveau des centres pour jeunes et au niveau de leurs communautés;
- Rapprochement des jeunes de différentes catégories (ethnies différentes, démobilisés/ex-combattants, rapatriés, déplacés internes, filles mères, jeunes de la rue, orphelins, ...) à travers des activités HIMO qui leur ont permis de participer au relèvement communautaire. *« Nous avons eu le temps de nous connaître, d'échanger sur ce qui s'est passé dans notre pays, de créer des amitiés, »*, a déclaré une jeune fille de 20 ans rapatriée de la Tanzanie
- Accès des personnes vulnérables (jeunes de la rue, personnes âgées, ...) aux services sociaux de base (logement, éducation, santé). Le projet a aidé les personnes souvent oubliées et sans voix comme en témoigne cette veuve de plus de 70 ans avec 2 enfants orphelins: *« --- je remercie beaucoup les jeunes qui ont réhabilité ma maison car comme vous le voyez je n'ai plus de force et de ressources. Ils ont aidé beaucoup de gens vulnérables comme moi. Il faut continuer à soutenir ce genre d'initiatives. »*
- Développement d'un esprit de travail en association chez les jeunes suite aux campagnes d'éducation organisées par les IMFs et les jeunes formés en entrepreneuriat qui encadrent leurs pairs en matière d'élaboration et gestion des projets générateurs de revenus. L'approche « caution solidaire » adoptée a également permis aux jeunes associés de nouer des liens de

solidarité et d'aide mutuelle afin de garantir un meilleur remboursement. Avant le projet, les jeunes n'avaient pas encore développé cet esprit d'épargne et de travail en association. Ils étaient habitués à la gratuité, au fonds perdu ce qui n'amenait pas les jeunes à être responsables et redevables. Selon les résultats de l'évaluation finale du projet, 58,7% des enquêtés disent que le projet a contribué à la réhabilitation de l'environnement et 32,5% soulignent l'amélioration de la situation économique des jeunes et des familles. Un autre changement reconnu par les enquêtés a trait à la réduction des actes répréhensifs (29,1%) et 22,8% des enquêtés ont souligné la réduction du chômage chez les jeunes ;

- Renforcement des capacités nationales notamment celles des jeunes par des formations en matière de résolution pacifique des conflits et en métiers professionnels. Les connaissances acquises permettent aux bénéficiaires d'améliorer leur auto-prise en charge et de réduire des comportements à hauts risques comme le déclare un des membres d'une association de 10 filles mères de la Mairie de Bujumbura : « *Beaucoup de filles mères sont sans travail et n'ont rien, ce qui fait qu'elles sont obligées de chercher comment vivre et faire vivre leurs enfants notamment le recours à la prostitution. Dans ce projet, nous avons reçu un micro- crédit et nous arrivons à fabriquer et à vendre des savons au lieu de vendre notre corps. ---*»
- Plan de pérennisation des acquis du projet a été élaboration par les participants (jeunes bénéficiaires, partenaires d'exécution, administration, donateurs....) aux ateliers régionaux sur les stratégies de pérennisation;

4.4. Contraintes majeures

En dépit des résultats encourageants enregistrés, le projet a connu des contraintes à savoir :

- Tenant compte de la complexité du projet, l'insuffisance des ressources humaines de l'Unité de Gestion du Projet n'a pas facilité le suivi des activités sur terrain particulièrement le paiement du CFW dans les 50 communes couvertes par le projet ;
- Faible engagement de l'administration locale dans certaines localités notamment en ce qui concerne le suivi de la mise en œuvre du volet micro- crédit/remboursement : certains autorités administratives diffusent des rumeurs et incitent les jeunes au non remboursement en leur disant qu'il s'agit des fonds perdus. Ceci a été aggravé par les mauvais antécédents de gratuité et / fonds perdu accordés à la population y compris les jeunes par les partenaires œuvrant dans les urgences humanitaires ;
- Insécurité dans certaines provinces couvertes par le projet surtout au début ce qui n'a pas facilité l'exécution et le suivi des activités du projet. Cela a été notamment à la base du retard dans le paiement du cash for work ;
- Difficulté d'accès aux kits de démarrage pour certains jeunes plus vulnérables formés en métiers professionnels ce qui rend difficile l'application des connaissances acquises ;
- Faibles capacités de gestion des partenaires de mise en œuvre des activités du projet. En effet, la majorité des partenaires n'étaient pas habitués à travailler avec le SNU et ils mettaient beaucoup de temps pour justifier correctement les fonds reçus.
- La consolidation de la paix demeure menacée par le chômage des jeunes et le manque d'opportunités d'occupation utile. La jeunesse constitue donc une cible intéressante et facile à être manipulée par les partis politiques surtout pendant la période des élections de 2010.

- La durée de clôture du projet était courte par rapport à la complexité des activités et aux différentes étapes de clôture d'un projet

4.5. Retard dans l'exécution du projet

Le projet a connu un retard de 11 mois expliqués notamment par : (i) les longues procédures de mise en place de l'Unité de gestion, des sélections des partenaires de mise en œuvre ainsi que des bénéficiaires ; (ii) la non maîtrise des procédures de gestion du Système des Nations Unies par les partenaires de mise en œuvre et (iii) le nombre limité des membres de l'Unité de gestion pour assurer le suivi face à la complexité du projet.

4.6. Partenariats clés et collaboration inter Agences : impact sur l'accomplissement des résultats

Les résultats atteints dans le cadre de ce projet sont le fruit de l'engagement qu'ont pris la population en général et les jeunes en particulier, l'administration en faveur de la paix ainsi que du soutien vigoureux qu'apportent la société civile et le système des Nations Unies. Les principaux partenaires qui ont contribué à l'atteinte des résultats sont de trois catégories:

4.6.1. Le Gouvernement :

- **Le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture** qui est le Ministère de tutelle, a assuré le suivi quotidien de la mise en œuvre du projet. Il a mis à la disposition du projet les bureaux et un chauffeur. Le Directeur National du Projet faisait régulièrement le suivi de la réalisation des résultats de ce projet ainsi que les cadres du Ministère.
- **le Ministère de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des travaux publics.** Etant membre du Comité Technique de Suivi, il a apporté son appui technique principalement pour les activités HIMO d'assainissement et des infrastructures communautaires. A travers ses cadres provinciaux, il a fait le suivi de l'exécution des activités de protection de l'environnement par le reboisement et l'aménagement des courbes anti-érosives dans les provinces de Bujumbura Rural, Cankuzo, Kayanza, Makamba et Mwaro.
- **le Ministère de l'Intérieur et du Développement Communal** à travers les autorités provinciales, communales et collinaires qui ont apporté leur appui dans le suivi des activités sur le terrain et la mobilisation des bénéficiaires ;
- **Le Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement, de la Reconstruction Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre** Il a appuyé le projet dans : (i) l'identification des jeunes vulnérables pour participer dans les activités HIMO organisées en Mairie de Bujumbura ; (ii) l'octroi des tôles pour 100 maisons construites par les jeunes en HIMO pour les personnes sinistrées dans Mutimbuzi, une des communes les plus touchées par les inondations dans la province Bujumbura Rural

4.6.2. Société civile et secteur privé

- **Le Conseil National de la Jeunesse**, qui assure la coordination des association/réseaux des jeunes et leur implication dans les activités de suivi/évaluation du projet. Les membres effectuent régulièrement des descentes de suivi/évaluation des activités du projet.
- **Les Réseaux/associations des Jeunes** intervenant principalement dans le secteur de l'environnement, de la réhabilitation des infrastructures et du renforcement des capacités ;

- **Des centres de formation en métiers professionnels du secteur public et privé** pour dispenser les formations professionnelles : ACORD, EFAR, CNTA, CFPP Nyakabiga, CFP Kanyosha, Fondation Stamm, Geste Humanitaire,...
- **Cinq Institutions de Micro – finances** : En plus des activités de sensibilisation à l'épargne et aux services de micro crédit, les IMF ont réceptionné, analysé, accordé des crédits avant d'assurer le suivi/recouvrement des projets financés.

4.6.3. Le Système des Nations Unies

Parmi les agences du Système des Nations Unies qui ont contribué à l'atteinte des résultats, nous pouvons citer :

- **UNFPA** qui était l'agence de mise en œuvre du projet et responsable pour les aspects programmatiques et financiers conformément aux règles de procédures du système des Nations Unies.
- **UNESCO** en collaboration avec le Réseau des Jeunes en Action a participé à la mise en œuvre du volet « renforcement des capacités des jeunes en HIMO et d'autres vivant dans les zones environnantes sur divers thèmes de consolidation de la paix. UNESCO a également appuyé les associations des jeunes dans l'harmonisation et traduction d'un manuel de formation en la matière ;
- **UNIFEM**, membre du CTS et a collaboré avec le projet notamment en ce qui concerne les échanges sur le volet micro - crédit et formation en métiers professionnels.
- **UNDP** a apporté son appui dans le processus de sélection des partenaires de mise en œuvre des activités de réhabilitation des infrastructures et des IMF chargées de l'exécution du volet « micro crédits » .
- **UNICEF**, membre du CTS et a contribué dans le processus d'identification des partenaires de mise en œuvre du volet formation en métiers professionnels et suivi des activités du projet
- **BINUB** a appuyé le projet dans le suivi/évaluation des activités du projet et la sécurité chaque fois que de besoin.

V. LECONS APPRISES

5.1. Comment et par qui les activités ont-elles été suivies et évaluées? Veuillez résumer les résultats du feedback reçu, y compris celui des bénéficiaires.

Le suivi et évaluation des activités du projet ont été faits par:

- l'Unité de gestion conjointement avec le Ministère de tutelle, les partenaires d'exécution et les membres du comité technique de suivi à travers : (i) des missions de supervision sur terrain. Lors de ces visites, l'équipe a organisé des réunions d'échanges avec les bénéficiaires, la communauté, les partenaires et l'administration sur les résultats enregistrés, les contraintes et les solutions. Au cours des visites de suivi/évaluation, des échanges avec les bénéficiaires, l'administration et la communauté locale ont été régulièrement organisés. Les témoignages, avis et considérations sur le projet ont été recueillis et exploités pour améliorer l'exécution du projet et avoir des résultats escomptés ; (ii) l'analyse des rapports transmis par les partenaires d'exécution suivi d'un feed back sur la qualité des rapports reçus ; (iii) la production trimestrielle des rapports narratifs et financiers sur l'état d'avancement du projet;
- le Comité Technique de Suivi à travers : (i) les réunions trimestrielles pour l'analyse et approbation des plans trimestriels de travail ainsi les rapports périodiques du projet ; (ii) le

règlement de tous différends survenus dans l'exécution du projet. Les contributions du CTS ont permis à améliorer l'exécution du projet ;

- le Comité de Pilotage Conjoint à travers les réunions périodiques pour analyser et approuver les rapports périodiques sur l'état d'avancement des projets ainsi que les rapports d'évaluation de leur impact des projets. Les orientations données ont contribué à améliorer la complémentarité et la synergie des projets sur terrain ainsi que l'impact du projet dans le cadre global de la mise en œuvre du Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix ;
- le Ministère de la jeunesse, Sports et de la Culture, les membres du CNJB et des associations de jeunes à travers des missions de supervision sur terrain ;
- les partenaires d'exécution, responsables de l'exécution des activités sur terrain à travers le suivi régulier des activités et la production des rapports des réalisations. C'est suite à ces visites que les IMF ont organisé une campagne d'éducation et de sensibilisation des jeunes sur l'importance de l'épargne et les conditions d'accès aux micro- crédits car les populations en général étaient habituées aux fonds perdus et à l'aide humanitaire ;
- les représentants des autorités provinciales, communales et le réseau des jeunes formés sur divers thèmes de consolidation de la paix à travers des réunions et visites sur terrain. Cela leur a permis notamment de s'approprier des résultats du projet ;
- *« La jeunesse constitue l'un des plus grands atouts pour le développement du pays, et les jeunes sont aussi d'importants partenaires pour l'édification de la paix. Les impliquer à travers des activités de Haute Intensité de la Main d'œuvre, la pair éducation et le développement des activités génératrices de revenus est un excellent moyen d'exploiter leur potentiel, au profit de la société en général, mais aussi à l'avantage des jeunes eux-mêmes. C'est également une idée novatrice dans le développement d'une stratégie efficace pour lutter contre les défis auxquels les jeunes font face tel que le chômage », nous confient les jeunes lors des missions de supervisions du projet.*
- Les jeunes peuvent jouer un rôle important dans la consolidation de la paix, en mettant à contribution leur savoir-faire, dynamisme, énergie et engagement.
- Les activités HIMO de réhabilitation qui regroupent les jeunes désœuvrés de différentes catégories sociopolitiques et ethniques constituent un cadre idéal de rapprochement, d'échanges et de réduction de la délinquance ;
- *« Offrir de la formation et des moyens de générer un revenu aux jeunes est une étape cruciale dans le processus de leur réintégration socio- économique mais, cela nécessite un accompagnement et un suivi régulier, surtout au début »,* déclaration d'un des centres de formation des jeunes en métiers professionnels dans la province de Bujumbura Rural.
- Le renforcement des capacités a mis l'accent sur les perspectives, les techniques et les capacités de résolution de conflits qui faisaient grandement défaut chez les jeunes, ainsi que le respect des droits humains et l'égalité du genre. Il a permis aux jeunes de participer à la gestion pacifique des conflits au sein de leurs communautés. Les jeunes ont été des acteurs et non seulement des bénéficiaires du projet.

5.2. Qu'est-ce que votre organisation/partenaire a appris du Projet et comment cela s'inscrit-il dans le cadre de la continuité ?

- La nécessité de créer un environnement communautaire favorable et paisible qui permet la réintégration socio-économique des jeunes et la transmission des messages de résolution pacifiques des conflits par un réseau de jeunes pairs éducateurs formés. L'UNFPA continuera à apporter un appui à ce réseau pour assurer la pérennité des activités d'information/sensibilisation en matière de sexualité et santé de la reproduction y compris la lutte contre le VIH et les Violences basées sur le Genre à l'endroit de leurs pairs ;
- La nécessité de créer des opportunités d'emploi pour les jeunes notamment les activités HIMO qui permettent de rapprocher des jeunes de différentes catégories. De plus, la mise en commun de l'énergie des jeunes contribue remarquablement au relèvement communautaire, une fois bien canalisée : C'est le cas de la réhabilitation des écoles, des centres de santé, des maisons pour sinistrées et des centres jeunes réhabilités par les jeunes et dont les responsables assurent l'entretien et la gestion. De plus, ces opportunités d'emplois (CFW, formation en métiers professionnels, stage 1^{er} emploi pour les jeunes diplômés chômeurs et micro- crédits) contribuent à réduire le chômage des jeunes qui demeure la principale préoccupation du Burundi et à diminuer l'exode rural des jeunes à la recherche d'emploi. Il s'avère nécessaire d'élaborer une politique nationale de la jeunesse. « ... *La pauvreté demeure à la fois la source et la conséquence de violations des droits humaine ainsi que l'insécurité. C'est pourquoi, si nous voulons vraiment consolider la paix, il faut aussi lutter contre la pauvreté et créer des opportunités d'emplois pour les jeunes* ... », nous confie un des jeunes en HIMO dans la province de Makamba». UNFPA continuera à appuyer le Ministère de la Jeunesse, Sports et Culture ainsi que les associations de jeunes dans le suivi des acquis du projet PBF notamment le volet micro- crédit et dans le plaidoyer pour l'élaboration d'une politique nationale de la Jeunesse. Un plaidoyer sera également fait pour poursuivre les stages 1^{er} emploi pour les jeunes diplômés chômeurs qui contribuent à améliorer leurs connaissances et expérience demandée au moment du recrutement
- Offrir de la formation et des moyens de générer un revenu aux jeunes est une étape cruciale dans le processus de leur réintégration socio- économique mais, cela nécessite un accompagnement et un suivi régulier, surtout au début. L'élaboration des futurs projets et le Ministère chargé de l'enseignement des métiers en tiendront compte.
- Le renforcement des capacités a mis l'accent sur les perspectives, les techniques et les capacités de résolution de conflits qui faisaient grandement défaut chez les jeunes, ainsi que le respect des droits humains et l'égalité du genre. Cela permet aux jeunes animateurs de participer à la gestion pacifique des conflits au sein de leurs communautés. Les modules de formation sur divers thèmes de consolidation de la paix qui ont été produits dans le cadre de ce projet et traduits en Kirundi seront exploités par d'autres intervenants en la matière ;
- L'éducation à l'épargne et aux conditions d'accès aux micro- crédits est déterminante pour la réussite du volet micro- crédits dans un contexte où les populations en général et les jeunes en particulier étaient habitués au fonds perdu ou à la gratuité/assistance humanitaire ;
- Grâce à l'encadrement de leurs pairs, les jeunes ont appris à se mettre en association et à travailler dans les mêmes conditions que les autres qui sont exigées par les IMF.

5.3. Les expériences acquises au cours de l'exécution du Projet ont-elles été mises à profit et diffusées ?

- Les 149 jeunes animateurs formés sur divers thèmes de consolidation de la paix continuent à organiser des séances de sensibilisation à l'endroit de leurs pairs qui fréquentent les centres pour jeunes et même au niveau de leurs localités respectives. Les connaissances acquises leur permettent à participer dans la résolution pacifique des conflits au sein de leur communauté. Cela aide les jeunes d'acquérir la confiance en eux-mêmes et le respect de soi comme non raconte cette jeune fille de Mwaro : *« je ne me suis jamais sentie aussi importante dans ma communauté. Avant d'être choisie comme pair éducateur, je n'étais rien, et maintenant on vient me demander des conseils et aide »* ;
- L'expérience acquise par le Réseau de Jeunes en Action « REJA » qui a collaboré avec l'UNESCO dans la formation des jeunes animateurs sur divers thèmes de consolidation de la paix lui a permis d'obtenir d'autres financements notamment en ce qui concerne la préparation des jeunes dans l'adoption des comportements responsables durant les élections de 2010 ;
- Les 200 jeunes formés en entrepreneuriat continuent à encadrer leurs pairs dans l'élaboration et la gestion des projets générateurs de revenus ;
- Les activités de création (dessin, chanson, jeux) ont aidé les jeunes à exprimer leurs émotions. Les messages de paix donnés par les jeunes à travers la chanson ont été enregistrés et distribués aux médias pour une large diffusion possible. Il en est de même pour les meilleures œuvres de dessin qui ont été reproduites sur des murs publics de chaque chef lieu de province d'intervention ;
- L'éducation des jeunes en matière de gestion et conditions d'accès aux micro- crédits organisées par les IMF a aidé les jeunes à développer l'esprit associatif et adopter de plus en plus l'approche de caution solidaire pour avoir un crédit. *« ---Grâce aux connaissances acquises par les jeunes formés en métiers professionnels, ils ont créé des opportunités d'emploi aux jeunes et adultes. Ils aident leurs pairs à apprendre le métier sur le temps... »* déclare l'administrateur de Mungongo Manga, satisfait par les réalisations accomplies par les jeunes de sa commune.

5.4. Le cas échéant, décrivez les liens que vous aurez développé avec d'autres Projets en vue de renforcer l'impact ?

En plus de l'échange d'expériences et d'être membres du CTS pour chaque projet, il y a eu :

- Collaboration avec le projet « Promotion du rôle de la petite et moyenne entreprise » pour le renforcement des capacités et promotion des jeunes entrepreneurs. Nous avons également travaillé en synergie pour la réhabilitation du Musée Vivant et l'aménagement d'un espace servant d'exposition et de vente des produits d'arts locaux ».
- Echanges avec le projet PBF-Femmes sur le volet micro crédit notamment les outils de collecte des données, les critères d'identification des partenaires d'exécution de ce volet ;
- Synergie avec un projet de réhabilitation d'un centre de santé dans la commune Kanyosha financé par les fonds japonais pour rendre disponible les services de santé et de prise en charge psychologique des personnes traumatisées. Le Projet a contribué à payer le CFW aux jeunes qui participent à la construction de ce centre et le reste a été financé par les japonais ;

VI. PERENNISATION DES ACQUIS DU PROJET

Un plan de pérennisation des acquis du projet a été élaboré sur base :

- des leçons et recommandations issues des visites de suivi/évaluation du projet sur terrain ;
- des recommandations formulées lors d'une réunion d'échanges au mois de mai 2009 avec les IMF sur les stratégies de pérennisation du fonds de micro- crédits pour assurer son recyclage ;
- des recommandations formulées au mois d'août 2009 lors des ateliers d'échanges sur les stratégies de pérennisation des acquis du projet qui ont rassemblé les représentants des jeunes bénéficiaires, des autorités administratives, des partenaires d'exécution, provenant des différentes provinces couvertes par le projet.

Le tableau suivant résume les actions de pérennisation des acquis du projet :

Actions à mener	Responsables	Délais de réalisation
1. Protection de l'environnement		
Organiser des travaux communautaires pour l'entretien des sites reboisés et des courbes de niveaux aménagés	- Administration locale	Continue : au moins une fois par mois
Sensibiliser la communauté sur l'importance de la protection de l'environnement	- Administration locale	Continue
Créer et redynamiser les clubs pour l'environnement	- Asso.jeunes+ Centres pour jeunes	2010
Elaborer une loi pour la protection de l'environnement	- Ministère de l'environnement	2010
2. Entretien des infrastructures réhabilitées		
Assurer la propreté et l'entretien des infrastructures réhabilités	- Responsables des écoles et centres de santé réhabilités - Admini. locale+Centres pour jeunes	Continue
Appuyer les centres pour jeunes pour développer les activités génératrices de revenus « AGR » qui contribueront à leur fonctionnement	- Ministère de la Jeunesse, Sports et Culture - Gestionnaires des centres pour jeunes	Continue
Plaidoyer à l'endroit des comités communaux de développer pour prévoir un budget pour la réparation des infrastructures d'intérêts communautaires	- Comités de développement communal	Continue
Equiper les infrastructures réhabilitées pour les rendre fonctionnelles	- Ministère de la Jeunesse, Sports et Cultures+ Administration locale	Continue
3. Renforcement des capacités des jeunes		
3.1. Animation sur divers thèmes de consolidation de la paix		
Organiser une formation /recyclage des jeunes animateurs et gestionnaires des centres pour jeunes sur divers thèmes de consolidation de la paix	- Ministère de la Jeunesse, Sports et Cultures+Associations de jeunes - Gestionnaires des centres pour jeunes	2009
Intégrer les activités d'animation sur divers thèmes de consolidation de la paix dans les activités quotidiennes des centres pour jeunes	- Gestionnaires des centres pour jeunes - Jeunes animateurs	Continue

Organiser les jeux, chansons, spectacles au tour du thème « rôle de la jeunesse dans la consolidation de la paix, prévention du VIH, ...	- Gestionnaires des centres pour jeunes - Associations de jeunes	Continue
Organiser les activités sportives et intégrer des messages de sensibilisation de la jeunesse sur la consolidation de la paix	Gestionnaires des centres pour jeunes	Continue
3.2. Formation en métiers professionnels et stage 1^{er} emploi pour les jeunes diplômés chômeurs		
Organiser des formations / recyclages des jeunes formés en métiers professionnels	- Ministère de la Jeunesse, Sports et Cultures en collaboration avec les Centres de formation	2010
Faciliter l'accès aux kits de démarrage pour les jeunes formés le plus vulnérables	- Ministère de la Jeunesse, Sports et Cultures	2010
Plaidoyer pour élaborer une politique nationale de la jeunesse mettant l'accent sur l'emploi des jeunes	Ministère de la Jeunesse, Sports et Culture	2010
4. Volet micro- crédit		
Impliquer l'Administration locale et les jeunes à travers les centres pour jeunes dans le processus d'identification, sélection des projets, octroi des micros crédits aux associations des jeunes et suivi des bénéficiaires pour le recouvrement	IMFs	Continue
Renforcer la collaboration entre l'administration locale, centres pour jeunes et les IMF dans le recouvrement des fonds accordés et le suivi des bénéficiaires	IMFs	Continue
Mettre en place des comités mixtes au niveau central et communal (composés des représentants de jeunes, de l'administration, des IMFs et autres partenaires) pour le suivi de la mise en œuvre du volet micro- crédits et élaborer les TDR de ces comités	- Ministère de la Jeunesse, Sports et Cultures - Administrateurs communaux	Octobre 2009
Organiser une réunion trimestrielle regroupant les membres des comités de suivi pour le suivi-évaluation du fonds de roulement /recouvrement	- Département de l'insertion socio-économique des jeunes au niveau du Ministère de la Jeunesse, Sports et Culture+Administrateurs communaux	Une fois le trimestre
Organiser une réunion d'échanges d'expériences des bénéficiaires, des agents d'encadrement du volet micro- crédits et des comités de suivi	- Département de l'insertion socio-économique des jeunes au niveau du Ministère de la Jeunesse, Sports et Culture+IMFs	Mai 2010
Appuyer techniquement les jeunes dans la préparation des projets rentables à présenter aux IMFs	- Département de l'insertion socio-économique des jeunes du Ministère de la Jeunesse, Sports et Culture+ Associations de jeunes +Centres pour jeunes	Continue
Renforcer les campagnes d'éducation à l'épargne et au remboursement des crédits reçus	- IMFs	Continue

Renforcer les descentes sur terrain pour le suivi des bénéficiaires	- Département de l'insertion socio-économique des jeunes au niveau du Ministère de la Jeunesse, Sports et Culture+IMFs	Une fois par trimestre
Assurer un recouvrement forcé en cas de non remboursement	- Administration locale + IMFs	Continue
Former les agents de crédit des IMF sur la chaîne de solidarité et la caution solidaire et les outils de collectes des données de micro-crédits	- Département de l'insertion socio-économique des jeunes au niveau du Ministère de la Jeunesse, Sports et Culture+IMFs	Avril 2010